

PARTIE 3 : COMMENT CE DRAME A-T-IL ETE RENDU POSSIBLE

On ne peut naturellement pas séparer l'analyse de cette rupture du contexte de guerre qui l'entoure. Néanmoins, il apparaît que cette catastrophe, si l'hypothèse proposée est correcte, était sans doute évitable, ce qui appelle quelques questions.

Pourquoi le barrage n'a-t-il pas été exploité pendant près de 6 mois ?

Il apparaît que le barrage n'a, pour ainsi dire, plus été exploité, et laissé à l'abandon pendant près de 6 mois, alors que la rive gauche était tenue par la Russie, et la rive droite par l'Ukraine.

Cette absence d'exploitation est la cause de la remontée du niveau d'eau, d'une part, et du fait que les mêmes passes d'évacuation aient été utilisées en continu pendant 6 mois, sans aucune inspection, etc. Selon le mécanisme proposé, c'est donc bien cette absence d'exploitation qui est la cause de la rupture.

Parmi les pistes d'explications à cette absence d'exploitation, on peut imaginer (liste certainement non exhaustive) :

- Un départ des exploitants ukrainiens vers les zones tenues par l'armée ukrainienne, rendant l'ouvrage impossible à exploiter par les russes,
- Des restrictions imposées aux exploitants par l'armée russe, les rendant en pratique incapables d'exploiter l'ouvrage,
- La destruction d'infrastructures nécessaires pour exploiter l'ouvrage (alimentation en énergie, diesels de secours, poutres des ponts roulants, etc.) ; il est tout de même étonnant qu'il ait été impossible de rétablir une exploitation, même en mode dégradé, en plusieurs mois ; et il est également étonnant que ce type de problèmes n'ait pas été rencontré avant Novembre 2022, alors que l'ouvrage était vraisemblablement, à cette époque, la cible de bombardements,
- Toute autre raison à caractère militaire, résultant du fait que le barrage constituait -de facto- une ligne de front, et qui aurait pu rendre, en pratique, l'exploitation impossible.

Au-delà de ces questions, qui concernent l'exploitation normale, on peut se demander pourquoi, face à une impossibilité totale de manœuvrer les vannes du barrage, il ne semble pas avoir été envisagé de détruire certaines vannes pour abaisser le niveau d'eau et préserver l'ouvrage. Peut-être la cause en est-elle :

- Que personne ne s'est interrogé sur les conséquences potentielles d'une telle gestion de l'ouvrage, et que la question ne s'est simplement jamais posée,
- Qu'il y avait une crainte, en baissant trop le niveau du réservoir, sans pouvoir le réexploiter avant, potentiellement, plusieurs années, de menacer l'alimentation en eau du Sud de l'Ukraine et le la Crimée,

Pourquoi l'alerte n'a-t-elle pas été donnée plus tôt ?

Aucune information sur l'instrumentation / auscultation de l'ouvrage de semble publiquement accessible. En principe, pour ce type d'ouvrages il est important de disposer de piézomètres en fondation. Ceux-ci auraient pu fournir des alertes précieuses. Les piézomètres à cellule étaient une technologie émergente au moment de la construction du barrage, mais il est néanmoins vraisemblable que certains aient pu être installés (années 1950). Si c'est le cas, étaient-ils encore opérationnels ?

On s'attendrait également à ce que les blocs de l'évacuateur de crues, ou au moins certains d'entre eux, soient auscultés par des pendules ou des inclinomètres, afin de détecter d'éventuels mouvements anormaux. De tels instruments d'auscultation auraient dû permettre de donner l'alerte, puisqu'il est

vraisemblable que de légers déplacements ont précédé la rupture franche. Encore faut-il que ces instruments existent, soient opérationnels... et aient été relevés !

Dans le même esprit, lors des rondes organisées périodiquement (on les imagine quotidiennes sur un ouvrage d'une telle importance), en principe, de légers déplacements d'un bloc par rapport à l'autre auraient vraisemblablement pu être détectés, et auraient permis une alerte précoce.

Tous ces mécanismes d'alerte supposent... que les rondes et les relevés d'auscultation soient effectivement réalisés ! Si l'ouvrage n'était réellement plus exploité, comme semble le montrer l'absence de manœuvre des vannes, il est possible que le suivi de l'auscultation ait également été abandonné.

Enfin, même si l'ouvrage avait été laissé à l'abandon, même sans aucun suivi d'auscultation, sans aucune ronde, plusieurs événements, à priori visibles à distance, auraient du pouvoir donner l'alerte :

- Dans un premier temps, en Avril ou Mai, lorsque le plot aval du bajoyer s'est écarté du reste du bajoyer, l'hypothèse d'un problème d'érosion dans cette zone devait être présente à l'esprit de n'importe quel professionnel compétent, surtout si le rapprochement était fait avec le déversement absolument exceptionnel, par la puissance comme par la durée, qui avait lieu juste à côté. Il aurait été possible, à une date très avancée par rapport à la rupture (sans doute de l'ordre de plusieurs semaines) de détecter le phénomène en cours, et d'agir pour le mitiger (fermer les vannes dans cette zone, ouvrir toutes les autres...),
- Dans un second temps, dans les jours qui ont précédé la catastrophe, la rupture du pont-route, et la disparition de ces piles, auraient normalement dû alerter sur la présence potentielle d'une fosse d'érosion immédiatement à l'aval du coursier, et sur l'imminence du risque de rupture.

Il est donc particulièrement étonnant qu'aucune alerte n'ait été donnée, alors que l'ouvrage présentait des signes avant-coureur flagrants et nettement visibles. Des observateurs attentifs du conflit ont indiqué qu'aucun des deux camps ne semblait avoir anticipé la possible survenue d'un tel accident.

Certainement le contexte de guerre a-t-il empêché toute remontée d'informations. On peut imaginer que des informations comme celles relatives au bajoyer ou à la rupture du pont auraient été balayées d'un revers de main comme « sabotage », etc. sans que ses causes ne soient recherchées et analysées ?